

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

**Présents**

Christophe De Beukelaer, *Conseiller communal-Président* ;  
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre* ;  
Tanguy Verheyen, Damien De Keyser, Philippe van Cranem, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne, Dominique Harmel, *Échevins* ;  
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Caroline Lhoir, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Muriel Godhain-Sterckx, Marie Cruysmans, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Jean-Nicolas Laurent Josi, Virginie Van Lierde, Fabienne Puel van Raemdonck, Emmanuel Fouarge, Géraldine de Chestret de Haneffe, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Noureddine Chaghouni, *Conseillers communaux* ;  
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale*.

**Excusés**

Alexia Bertrand, Yvan Verougstraete, Laurent de Spirlet, *Conseillers communaux*.

**Séance du 16.12.25**

---

**#Objet : CC - Règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs - Modification -  
Prorogation #**

---

Séance publique

**Taxes**

LE CONSEIL,

Vu le règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs, voté par le Conseil communal en séance du 16.12.2024, devenu obligatoire en date du 22.12.2024, applicable pour la période du 01.01.2025 au 31.12.2025 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03.04.2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, modifiée le 12.02.2015 et le 17.12.2019 ;

Vu l'arrêté royal du 08.10.1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment l'article 51 § 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28.10.2019 modifiant l'arrêté ministériel du 15.03.2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques pour les Belges, des documents d'identité électroniques pour enfants belges de moins de douze ans, des cartes électroniques et documents de séjour électroniques délivrés à des ressortissants étrangers et des cartes biométriques et titres de séjours biométriques délivrés à des ressortissants étrangers de pays tiers ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public ;

Considérant que le rapport visé à l'article 96 de la Nouvelle Loi Communale met en évidence les besoins financiers indispensables pour assurer le fonctionnement des services communaux et maintenir l'équilibre budgétaire ;

Considérant que l'avis rendu par la Commission d'avis, prévu par l'article 12 du Règlement général de la comptabilité communale, confirme la nécessité de garantir des recettes suffisantes et d'adapter le schéma fiscal communal afin de couvrir les charges qui incombent à la commune ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170 § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des

impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des contribuables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer la délivrance de documents administratifs visées par le présent règlement-taxe de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ; que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la Commune les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ;

Considérant que les communes ont entre autres compétences de délivrer des documents administratifs ; qu'à cet égard il est admissible qu'elles fassent contribuer les citoyens aux dépenses liées à la délivrance de documents administratifs ;

Considérant la nécessité d'absorber au mieux l'impact négatif de l'inflation pour la Commune avec l'aide de l'indexation annuelle des taux sur base de l'indice des prix à la consommation du Royaume ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE de modifier et de proroger comme suit le règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs :

## **ASSIETTE DE L'IMPOT**

### Article 1.-

Il est établi, pour la période du 01.01.2026 au 31.12.2031, une taxe communale sur la délivrance de documents administratifs.

### Article 2.-

La taxe relative à la délivrance de documents administratifs est perçue au comptant.

## **TAUX**

### Article 3.-

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

**1. Sur la délivrance de cartes d'identité électroniques aux enfants de nationalité belge âgés de moins de 12 ans (kids-ID) :**

1.1. Procédure normale

3,50 EUR auxquels s'ajoutent 10,60 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;

1.2. Procédure d'urgence (livraison à la commune ou au SPF Intérieur)

8,60 EUR auxquels s'ajoutent 10,60 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;

**2. Sur la délivrance de cartes d'identité électroniques pour Belges :**

2.1. Procédure normale

8,80 EUR auxquels s'ajoutent 10,60 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;

2.2. Procédure d'urgence (livraison à la commune ou au SPF Intérieur)

19,20 EUR auxquels s'ajoutent 10,60 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;

**3. Sur la demande et/ou l'activation de nouveaux codes pour une carte d'identité électronique :**

10,60 EUR ;

**4. Sur la demande et/ou l'activation d'une clé numérique :**

10,60 EUR ;

**5. Sur la délivrance de passeports :**

5.1. Pour les ressortissants belges âgés de moins de 18 ans

10,60 EUR auxquels s'ajoutent 10,60 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;

5.2. Pour les ressortissants belges âgés de 18 ans et plus

21,20 EUR auxquels s'ajoutent 10,60 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;

**6. Sur la délivrance de documents de voyage belge pour apatrides, réfugiés et étrangers qui ne peuvent obtenir de document de voyage auprès de leur propre autorité nationale ou d'une instance internationale :**

6.1. Pour les personnes âgées de moins de 18 ans

10,60 EUR ;

6.2. Pour les personnes âgés de 18 ans ou plus

21,20 EUR ;

**7. Sur la délivrance de documents administratifs aux étrangers :**

7.1. Certificats d'identité pour les enfants de nationalité étrangère âgés de moins de 12 ans

2,20 EUR ;

7.2. Cartes d'identité électroniques pour les enfants de nationalité étrangère âgés de moins de 12 ans

7.2.1. Procédure normale

3,50 EUR ;

7.2.2. Procédure d'urgence (livraison à la commune ou au SPF Intérieur)

8,60 EUR ;

7.3. Frais d'ouverture et suivi de dossier

10,60 EUR par personne ;

7.4. Attestations d'immatriculation

- 15,90 EUR pour un titre de séjour ;

- 5,30 EUR pour une prorogation ;

7.5. Titres de séjour électroniques

7.5.1. Procédure normale

- 8,30 EUR pour un titre de séjour visé à l'article 1er, alinéa 1er, 4°, a) à e), m) et n) de l'arrêté royal du 15.03.2013 ;

- 8,80 EUR pour un titre de séjour visé à l'article 1er, alinéa 1er, 4°, f) à l) de l'arrêté royal du 15.03.2013 ;

- 8,30 EUR pour un titre de séjour pour les bénéficiaires de l'accord de retrait visé à l'article 31,14° et 15° de l'arrêté royal du 24.12.2020 ;

7.5.2. Procédure d'urgence

- 19,20 EUR pour un titre de séjour visé à l'article 1er, alinéa 1er, 4°, a) à n) de l'arrêté royal du 15.03.2013 ;

- 19,20 EUR pour un titre de séjour pour les bénéficiaires de l'accord de retrait visé à l'article 31,14° et 15° de l'arrêté royal du 24.12.2020 ;

7.6. Annexes 3 et 3ter - Déclarations d'arrivée et de présence et accusé de réception 9bis

15,90 EUR ;

7.7. Annexe 3bis - Engagement de prise en charge

10,60 EUR ;

7.8. Annexe 3septies - Reconnaissance du droit de séjour de plus de 3 mois du citoyen de l'Union européenne - Travailleur saisonnier - Etudiant

10,60 EUR ;

7.9. Annexe 15 - Attestation de séjour

10,60 EUR ;

7.10. Annexe 15bis - Attestation de réception d'une demande de séjour

10,60 EUR ;

7.11. Annexe 16 - Demande d'autorisation d'établissement ou d'acquisition du statut de résident de longue durée

10,60 EUR ;

7.12. Annexe 18 - Attestation de départ

10,60 EUR ;

7.13. Annexes 19 - Demande d'attestation d'enregistrement ou de carte d'identité d'étranger en qualité de ressortissant suisse

10,60 EUR ;

7.14. Annexes 19ter - Demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne ou de carte d'identité d'étranger en qualité de membre de la famille d'un ressortissant suisse

10,60 EUR ;

7.15. Annexes 22 - Demande de séjour permanent

10,60 EUR ;

7.16. Annexe 32 et 32bis - Engagement de prise en charge pour étudiant

10,60 EUR ;

7.17. Annexes 33 et 33ter - Documents de séjour

10,60 EUR ;

7.18. Annexes 35 - Documents spéciaux de séjour

10,60 EUR pour une première délivrance ou une prorogation ;

7.19. Annexe 41bis - Attestation de réception d'une demande d'autorisation de séjour

10,60 EUR pour une délivrance ou un prorogation ;

7.20. Annexes 49 - Attestation

10,60 EUR ;

7.21. Annexes 50 - Attestation de dépôt d'une demande de renouvellement de séjour

10,60 EUR ;

7.22. Annexes 51 - Document provisoire de séjour

10,60 EUR ;

7.23. Annexes 56 - Attestation pour bénéficiaires de l'accord de retrait - séjour

10,60 EUR ;

7.24. Annexes 58 - Demande de statut de bénéficiaire de l'accord de retrait

10,60 EUR ;

7.25. Permis de travail

10,60 EUR ;

7.26. Introduction et suivi d'un dossier de demande d'autorisation de séjour (article 25/2 de l'arrêté royal du 08.10.1981 et articles 9bis, 10 et 12bis de la loi du 15.12.1980)

53,00 EUR par dossier ;

**8. Sur la délivrance de permis de conduire :**8.1. Permis de conduire de tout type ou modèle, provisoire ou définitif

8,50 EUR ;

8.2. Echange de permis de conduire étranger

12,80 EUR ;

8.3. Duplicata, changement de catégorie, etc.

8,50 EUR ;

8.4. Permis de conduire international

12,80 EUR ;

**9. Sur la légalisation de signatures :**

10,60 EUR par légalisation ;

**10. Sur la certification pour copies conformes :**

10,60 EUR ;

**11. Sur l'introduction et le suivi d'un dossier relatif à la nationalité :**

53,00 EUR ;

**12. Sur la confection et la délivrance de carnets de mariage :**

26,50 EUR ;

**13. Sur la déclaration de cohabitation légale :**

21,20 EUR ;

**14. Sur l'introduction et le suivi d'un dossier en matière de recherche de paternité, de maternité et de comaternité :**

21,20 EUR ;

**15. Sur la demande d'enregistrement d'un acte d'état civil étranger ou d'une décision judiciaire ou administrative étrangère dans la "Banque de données des Actes de l'Etat Civil" (BAEC) servant de base pour l'inscription ou la mise à jour dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente ou pour l'établissement ou la modification d'un acte de l'état civil :**

53,00 EUR ;

**16. Sur l'introduction et le suivi d'un dossier en matière de changement de prénoms :**

519,00 EUR ;

La taxe peut toutefois être réduite à 51,90 EUR dans les cas suivants :

- lorsque la personne a la conviction que le sexe mentionné dans son acte de naissance ne correspond pas à son identité de genre vécue intimement.

Cette demande doit être accompagnée d'une déclaration sur l'honneur ;

- lorsque le prénom est ridicule ou odieux ;

- lorsque le prénom est de consonance étrangère ;

- lorsque le prénom est de nature à prêter à confusion ;

- lorsque le prénom n'est modifié que par l'ajout ou la suppression d'un signe diacritique ou de ponctuation ;
- lorsque le prénom est abrégé ;

**17. Sur l'introduction et le suivi d'un dossier en matière de changement de nom :**

149,00 EUR ;

**18. Sur la délivrance de renseignements urbanistiques :**

80,00 EUR ;

Le montant de la redevance est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation conformément à l'ordonnance du 30.11.2017 réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 05.06.1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes ;

**19. Sur la délivrance de documents reprenant les données personnelles que contient un fichier au sujet de la personne qui en demande communication :**

10,60 EUR quel que soit le nombre de fichiers pour lesquels la communication est demandée ;

**20. Sur l'inscription dans les registres communaux après une radiation d'office :**

53,00 EUR.

**Article 4.-**

A l'exception du point 18 de l'article 3, les taux de la taxe sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume.

Ceux de l'exercice d'imposition en cours sont calculés selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice

indice de base

Le taux de base est le montant initial spécifié dans le présent règlement-taxe.

L'indice de base est l'indice d'octobre 2025.

Le nouvel indice est l'indice d'octobre de l'année précédent l'exercice d'imposition.

Après application du coefficient, le montant est arrondi au multiple supérieur de 10 cents, sauf pour les points 16 et 17 de l'article 3 où le montant est arrondi au multiple supérieur d'un euro.

**CONTRIBUABLE**

**Article 5.-**

La taxe est due par la personne physique ou morale qui demande le document.

Aucun remboursement ne sera effectué en cas de demande d'annulation d'un dossier pour quelque raison que ce soit.

**EXONERATIONS**

**Article 6.-**

Sont exonérés de la taxe :

- les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées aux particuliers à destinations du C.P.A.S. ;
- les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées aux particuliers en matière fiscale, de pension légale, de distinction honorifique, de prêt hypothécaire, de demande de primes régionales, de demande de bourses d'études, d'allocations sociales (allocations familiales, allocations pour personnes handicapées), de mutuelle, de tarif social (tarif téléphonique social, tarif solidaire, ...) ainsi que ceux délivrés aux personnes à la recherche d'un logement social ;
- les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées aux chômeurs et aux jeunes chercheurs d'emploi en période d'attente d'allocation de chômage, sur présentation, d'une part, de la carte de contrôle C 3 A et, d'autre part, du document A 23 et ce, uniquement en vue de la recherche d'un emploi ainsi que ceux délivrés dans le cadre de la conservation d'un emploi ;
- les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées dans le cadre d'opérations humanitaires et de bénévolat ;
- les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées à des personnes dont l'indigence est dûment constatée ;
- l'enregistrement d'un acte de décès étranger dans la "Banque de données des Actes de l'Etat Civil" (BAEC) servant de base pour la mise à jour dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente ou pour l'établissement ou la modification d'un acte de l'état civil.

**RECOUVREMENT**

## Article 7.-

La taxe est payable au comptant ou dans les 15 jours de l'envoi de la demande de paiement.

À défaut de paiement intégral de la taxe dans le délai imparti, un premier rappel sans frais est envoyé au contribuable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

## Article 8.-

A défaut de paiement intégral de la taxe, une sommation de payer la taxe due est envoyée au contribuable par recommandé.

Les frais de l'envoi recommandé sont à charge du contribuable.

## Article 9.-

Il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts sur les revenus au profit de l'Etat.

## Article 10.-

En cas de non-paiement dans les délais prescrits, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal par la remise d'un extrait du rôle mentionnant la date d'exécutoire de ce rôle et d'une copie de l'avertissement-extrait de rôle.

## **RECLAMATIONS**

### Article 11.-

La réclamation doit être introduite par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins et, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter soit de la date de la notification de la taxe, soit de la perception au comptant, soit du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Elle doit être signée et motivée par le contribuable ou son représentant.

Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

### Article 12.-

Un accusé de réception est adressé au contribuable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

### Article 13.-

Si le contribuable ou son représentant en a fait la demande expresse dans la réclamation, il est invité à être entendu lors d'une audition.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins ou toute personne désignée par celui-ci communique au contribuable et à son représentant la date de l'audition ainsi que les jours et heures auxquels le dossier peut être consulté. Cette communication est faite 15 jours calendrier au moins avant le jour de l'audition.

La présence à l'audition doit être confirmée par le contribuable ou son représentant au Collège des Bourgmestre et Echevins ou à la personne désignée par celui-ci, par écrit, au moins 7 jours calendrier avant le jour de l'audition.

### Article 14.-

Endéans un délai de 6 mois à compter de la date de réception de la réclamation, le Collège des Bourgmestre et Echevins statue par une décision motivée. Ce délai est prolongé de 3 mois si la taxe contestée a été opérée d'office.

La décision est notifiée, par lettre recommandée, au contribuable et à son représentant.

Cette lettre mentionne l'instance auprès de laquelle un recours peut être introduit ainsi que les délais et formes applicables.

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins est irrévocabile si le recours n'a pas été introduit dans les délais auprès de l'instance compétente.

### Article 15.-

La décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins ou l'absence de décision dans les délais visés à l'article 14 ouvre le droit à un recours auprès du Tribunal de Première Instance de Bruxelles.

Le jugement du Tribunal de Première Instance est susceptible d'opposition ou d'appel.

L'arrêt de la Cour d'Appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

Les formes, délais ainsi que la procédure applicable à ces recours sont réglés comme en matière d'impôts d'Etat sur le revenu et sont valables pour toutes les parties en cause.

### Article 16.-

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 03.04.2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables aux taxes communales.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

La Secrétaire communale,  
(s) Florence van Lamsweerde

Le Président,  
(s) Christophe De Beukelaer

POUR EXTRAIT CONFORME  
Woluwe-Saint-Pierre, le 22 décembre 2025

La Secrétaire communale f.f.,

Le Bourgmestre,

Sylvie Aerts

Benoît Cerexhe